

UNCLASSIFIED

RELEASED IN FULL

GE 206A

NON PAPIER
22/10/03

Partie I

Article premier

Aux fins [du présent instrument], on entend par disparition forcée la privation de liberté d'une personne, sous quelque forme que ce soit, commise par des agents de l'État ou par une organisation politique, ou par des personnes ou des groupes de personnes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement de l'État ou de l'organisation politique, suivie du déni de la reconnaissance de la privation de liberté ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou du lieu où elle se trouve, la soustrayant ainsi à la protection de la loi.

Article 2

1. Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour que la disparition forcée, telle qu'elle est définie à l'article 1^{er}, constitue une infraction au regard de son droit pénal lorsqu'elle est commise intentionnellement.

2. Le présent article est sans préjudice de tout autre instrument international ou de toute loi nationale qui contient ou peut contenir des dispositions de portée plus large.

Article 3

1. Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour punir :

- a) les auteurs d'une disparition forcée et ceux qui s'en rendent complices, soit en ordonnant, sollicitant ou encourageant la commission ou la tentative d'une telle infraction, soit en facilitant la commission ou la tentative d'une telle infraction en apportant leur aide, leur concours ou toute autre forme d'assistance, y compris en fournissant les moyens de cette commission ou de cette tentative,
- b) la tentative de disparition forcée,
- c) l'entente en vue de commettre une disparition forcée.

2. Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour que la notion de complice, au sens du paragraphe 1 a), englobe le supérieur hiérarchique qui :
 - a) savait ou, en raison des circonstances et des informations dont il disposait, aurait dû savoir qu'un subordonné placé sous son autorité ou son contrôle effectifs était en train de commettre ou sur le point de commettre une disparition forcée, et qui :
 - b) n'a pas pris toutes les mesures nécessaires et raisonnables qui étaient en son pouvoir pour empêcher ou faire cesser la disparition forcée, ou pour en réprimer l'exécution ou en référer aux autorités compétentes aux fins d'enquête et de poursuites.

Article 4

1. Tout Etat partie rend la disparition forcée passible de peines appropriées qui prennent en considération sa gravité.
2. Tout Etat partie peut prévoir :
 - a) des circonstances atténuantes en faveur de ceux qui, impliqués dans la commission d'une disparition forcée, auront contribué efficacement à la récupération en vie de la personne disparue ou auront permis d'élucider des cas de disparitions forcées ou d'identifier les auteurs d'une disparition forcée ;
 - b) des circonstances aggravantes envers ceux qui se sont rendus coupables d'une disparition forcée à l'encontre d'une personne particulièrement vulnérable, notamment à raison de son âge ou de son état de santé.

Article 5 (SIL)

1. Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour qu'à l'égard de la disparition forcée, le délai de prescription de l'action pénale et des peines :
 - a) soit égal au délai le plus long prévu dans sa législation ;
 - b) commence à courir à compter du jour où le sort de la personne disparue est connu avec certitude.

2. Lorsque les recours prévus à l'article 2 § 3 a) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ne sont pas efficaces, la prescription de la disparition forcée est suspendue aussi longtemps que l'efficacité de ces recours n'aura pas été rétablie.

Article 6

Aucun ordre de la loi, aucun ordre ou instruction émanant d'une autorité, de quelque nature que ce soit, ne peut être invoqué pour exonérer l'auteur d'une disparition forcée de sa responsabilité pénale. ✓

Article 7

Tout Etat partie s'assure que les mesures de grâce, d'amnistie et les autres mesures analogues dont peuvent bénéficier les auteurs ou les personnes soupçonnées d'avoir commis une disparition forcée, n'aient pas pour effet d'empêcher l'exercice de tout recours et l'obtention d'une réparation. Est notamment garanti, en toute circonstance, le droit d'obtenir des informations exactes et complètes sur le sort des personnes disparues.

Article 8

Tout Etat partie considère la disparition forcée comme un crime grave de droit commun, au sens de l'article 1 F b) de la Convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951.

Article 9

Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence, à l'égard d'une disparition forcée, dans les cas suivants :

- a) Quand l'infraction a été commise sur tout territoire relevant de sa juridiction ou à bord d'un navire battant son pavillon ou d'un aéronef immatriculé conformément à sa législation au moment des faits ;
- b) Quand l'auteur présumé de l'infraction est l'un de ses ressortissants ;
- c) Quand la personne disparue est l'un de ses ressortissants ;
- d) Quand l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur un territoire relevant de sa juridiction et qu'il ne l'extrade pas ou ne le défère pas devant une juridiction pénale internationale.

Article 10

1. S'il estime que les circonstances le justifient, après avoir examiné les renseignements dont il dispose, tout Etat partie sur le territoire duquel se trouve une personne soupçonnée d'avoir commis une disparition forcée prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la présence continue de cette personne sur son territoire et, au besoin, assure sa détention. Cette détention et ces mesures doivent être conformes à la législation dudit Etat partie ; elles ne peuvent être maintenues que pendant le délai nécessaire à l'engagement de poursuites pénales ou d'une procédure d'extradition.

2. L'Etat partie qui a pris les mesures visées au paragraphe 1 procède immédiatement à une enquête préliminaire en vue d'établir les faits. Il informe les Etats parties qui pourraient être compétents conformément à l'article 9 a), b) et c) des mesures qu'il a prises en application du paragraphe 1 et des conclusions de son enquête, en leur indiquant s'il entend exercer sa compétence.

3. Toute personne détenue en application du paragraphe 1 peut communiquer immédiatement avec le plus proche représentant qualifié de l'Etat dont elle a la nationalité ou, s'il s'agit d'une personne apatride, avec le représentant de l'Etat où elle réside habituellement.

Article 11

1. L'Etat partie sur le territoire sous la juridiction duquel l'auteur présumé d'une disparition forcée est découvert, s'il n'extrade pas ce dernier ou ne le défère pas devant une juridiction pénale internationale, soumet l'affaire à ses autorités compétentes pour l'exercice de l'action pénale.

2. Ces autorités prennent leur décision dans les mêmes conditions que pour toute infraction d'une gravité équivalente en vertu du droit de cet Etat partie.

3. Toute personne soupçonnée d'avoir commis une disparition forcée est jugée par une juridiction de droit commun qui offre des garanties de compétence, d'indépendance et d'impartialité et qui respecte les garanties du procès équitable.

Article 12

1. Tout Etat partie assure à quiconque alléguant qu'une personne a été victime d'une disparition forcée le droit de dénoncer les faits devant une autorité compétente et indépendante, laquelle procède immédiatement et impartialement à une enquête approfondie. Des mesures seront prises pour assurer la protection du plaignant et des témoins contre tout mauvais traitement ou toute intimidation en raison de la plainte déposée ou de toute déposition faite.

2. Lorsqu'il existe des raisons sérieuses de croire qu'une personne a été victime d'une disparition forcée, tout Etat partie soumet l'affaire à l'autorité visée au paragraphe 1, afin qu'elle ouvre une enquête, même si aucune plainte n'a été officiellement déposée.

3. Tout Etat partie veille à ce que l'autorité visée au paragraphe 1 :

- a) dispose des pouvoirs et des ressources nécessaires pour mener l'enquête à bien ;
- b) ait communication des documents nécessaires à son enquête ;
- c) ait accès à tout lieu où la présence d'une personne disparue est soupçonnée.

4. Tout Etat partie garantit aux personnes qui ont un intérêt légitime le droit d'être informées, à leur demande, des progrès et des résultats de l'enquête ouverte en application des paragraphes 1 ou 2.

5. Sont considérés comme ayant un intérêt légitime, aux fins *[du présent instrument]* :
 - a) la personne privée de liberté ;
 - b) le conjoint et les membres de la famille de la personne privée de liberté, son avocat ou son représentant légal ;
 - c) toute personne mandatée par les personnes visées aux points a) et b).
6. Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour prévenir et sanctionner les actes de nature à entraver le déroulement des enquêtes. Il s'assure notamment que les personnes soupçonnées d'avoir commis une disparition forcée ne soient pas en mesure, par leurs fonctions, d'influer sur le cours des enquêtes, par des pressions et des actes d'intimidation ou de représailles exercés sur ceux qui participent à l'enquête et sur les proches de la personne disparue.

Article 13

1. Aux effets de l'extradition, la disparition forcée n'est pas considérée comme une infraction politique ou comme une infraction de droit commun commises pour des raisons politiques.
2. La disparition forcée est de plein droit comprise au nombre des infractions donnant lieu à extradition dans tout traité d'extradition conclu entre des Etats parties.
3. Tout Etat partie s'engage à inclure la disparition forcée au nombre des infractions qui justifient l'extradition dans tout traité d'extradition auquel il souscrit.
4. Tout Etat partie qui assujettit l'extradition à l'existence d'un traité peut, s'il reçoit une demande d'extradition d'un autre Etat partie auquel il n'est pas lié par un traité, considérer *[le présent instrument]* comme la base juridique nécessaire pour l'extradition en ce qui concerne la disparition forcée.
5. Tout Etat partie qui n'assujettit pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaît la disparition forcée comme susceptible d'extradition.
6. L'extradition est subordonnée aux conditions prévues par le droit de l'Etat partie requis ou par les traités d'extradition applicables, y compris, notamment, aux conditions concernant la peine minimale requise pour extraditer et aux motifs pour lesquels l'Etat partie requis peut refuser l'extradition.

Article 14

1. Les Etats parties s'accordent l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute enquête ou procédure pénale relative à une disparition forcée, y compris en ce qui concerne la communication de tous les éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2. L'entraide judiciaire est subordonnée aux conditions prévues par le droit interne de l'Etat partie requis ou par les traités d'entraide judiciaire applicables, y compris, notamment, aux conditions concernant les motifs pour lesquels l'Etat partie requis peut refuser d'accorder l'entraide judiciaire.

Article 15

1. Les Etats parties coopèrent entre eux et s'accordent l'entraide la plus large possible dans la recherche, la localisation et la libération des personnes disparues.

2. Les Etats parties s'accordent mutuellement aide et assistance en vue de porter secours aux victimes des disparitions forcées et, en cas de décès des personnes disparues, en vue de la restitution de leurs restes.

Article 16

1. Tout Etat partie :

- a) désigne les agents de l'Etat habilités à ordonner des privations de liberté ;
- b) détermine les conditions dans lesquelles de tels ordres peuvent être donnés ;
- c) garantit que toute personne privée de liberté sera placée uniquement dans un lieu officiellement reconnu et contrôlé ;
- d) garantit à toute personne privée de liberté le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa privation de liberté et ordonne sa libération si cette privation de liberté est illégale et, si la personne privée de liberté est soupçonnée d'avoir commis une infraction pénale, le droit d'être traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires.

2. Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour que les personnes ayant un intérêt légitime, au sens de l'article 12 § 5, reçoivent communication, lorsqu'ils en font la demande, d'informations sur la situation d'une personne privée de liberté. Ces informations concernent au moins :

- a) le lieu où se trouve la personne privée de liberté,
- b) l'identité des responsables de la privation de liberté,
- c) l'autorité à laquelle la personne a été déférée.

3. Tout Etat partie établit et tient à jour un ou plusieurs registres officiels des personnes privées de liberté. Ces informations figurant sur ces registres sont tenues à la disposition des personnes et autorités mentionnées aux paragraphes 1 et 2, pour consultation.

Article 17

Sans préjudice de l'examen de la légalité de la privation de liberté d'une personne, les États parties garantissent à toute personne ayant un intérêt légitime, au sens de l'article 12 § 5, le droit à un recours effectif pour obtenir les informations visées à l'article 16.2. Ce droit à un recours ne peut être suspendu ou limité en aucune circonstance.

Article 18

Tout État partie prend les mesures nécessaires pour que la remise en liberté d'une personne se déroule selon des modalités qui permettent de vérifier avec certitude que la personne a été effectivement libérée et qu'elle l'a été de telle manière que son intégrité physique et sa faculté d'exercer pleinement ses droits soient assurées.

Article 19

Tout État partie prend les mesures nécessaires pour prévenir et sanctionner les agissements suivants :

- a) l'entrave ou l'obstruction au recours visé à l'article 17 ;
- b) le manquement à l'obligation d'enregistrement de toute privation de liberté, ainsi que l'enregistrement de toute information dont l'agent responsable du registre officiel connaît ou devrait connaître l'inexactitude ;
- c) le refus illégitime opposé par un agent de l'État de fournir des informations sur une privation de liberté, ou la fourniture d'informations inexactes.

Article 20

1. Tout État partie veille à ce que la formation des agents chargés de l'application de la loi puisse inclure l'apprentissage nécessaire concernant les dispositions *[du présent instrument]*, en vue de :

- a) prévenir l'implication de ces agents dans des disparitions forcées ;
- b) souligner l'importance de la prévention et des enquêtes en matière de disparition forcée ;
- c) veiller à ce que l'urgence de la résolution des cas de disparition forcée soit reconnue.

2. Tout État partie veille à ce que soient interdits les ordres ou instructions prescrivant, autorisant ou encourageant une disparition forcée.

3. Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour que les agents chargés de l'application de la loi qui ont des raisons de penser qu'une disparition forcée s'est produite ou est sur le point de se produire signalent le cas à leurs supérieurs et, au besoin, aux autorités ou instances de contrôle ou de recours compétentes.

Article 21

1. Aucun Etat partie n'expulse, ne refoule ni n'extrade une personne vers un autre Etat s'il y a des motifs de croire qu'une disparition forcée risque d'être commise à son encontre dans cet Etat.

2. Pour déterminer s'il existe de tels motifs, les autorités compétentes tiendront compte de toutes les considérations pertinentes, y compris, le cas échéant, de l'existence, dans l'Etat intéressé, d'un ensemble de violations systématiques des droits de l'homme, graves, flagrantes ou massives.

Article 22

1. Aux fins *[du présent instrument]*, on entend par victime toute personne physique qui a subi un préjudice en raison de la commission de l'infraction définie à l'article 1^{er}.

2. Tout Etat partie garantit, dans son système juridique, à la victime d'une disparition forcée le droit d'obtenir une réparation des dommages qui lui ont été causés.

3. Le droit à réparation visé au paragraphe 2 comprend notamment :

- a) l'indemnisation,
- b) la réadaptation,
- c) la satisfaction,
- d) le rétablissement de la dignité et de la réputation.

Article 23

Tout Etat partie prend les mesures nécessaires pour prévenir et réprimer pénalement :

- a) l'enlèvement ou l'appropriation d'enfants dont l'un ou l'autre des parents sont victimes des crime de disparition forcée ;
- b) la falsification ou la destruction de documents attestant la véritable identité des enfants visés au a).

Article 24

Les Etats parties se prêtent mutuellement assistance dans la recherche, l'identification et la détermination du lieu où se trouvent les enfants enlevés ou appropriés dans les conditions de l'article 23 a).

Article 25

1. Lorsqu'un enfant enlevé ou approprié dans les conditions de l'article 23 a) est retrouvé sur le territoire d'un Etat partie, la question de son éventuel retour vers sa famille d'origine est réglée, soit par la loi nationale de cet Etat partie, soit par l'accord bilatéral ou multilatéral qui le lie avec tout autre Etat dans lequel réside la famille d'origine.

2. En toute circonstance, l'intérêt supérieur de l'enfant est une considération primordiale et l'enfant qui est capable de discernement a le droit d'exprimer librement son opinion, laquelle est dûment prise en compte eu égard à son âge et à son degré de maturité.

Partie II

Article II-A

1. Tout Etat partie présente [à l'organe de suivi], par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, un rapport sur les mesures prises pour donner effet à ses obligations en vertu [du présent instrument], dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur [du présent instrument] à son égard.

2. A la suite de la présentation du rapport visé au paragraphe 1, tout Etat partie fournit un rapport complémentaire sur demande [de l'organe de suivi].

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet les rapports à tous les Etats parties.

4. Chaque rapport est étudié par [l'organe de suivi], qui peut faire les commentaires, les observations, les recommandations et les mises en garde qu'il estime appropriés. L'Etat partie intéressé reçoit communication des commentaires, observations, recommandations et mises en garde, auxquels il peut répondre, de sa propre initiative ou à la demande [de l'organe de suivi].

Article II-B

1. [L'organe de suivi] peut être saisi par un État partie, ou par toute personne qui a un intérêt légitime, au sens de l'article 12 § 5, d'une demande visant à chercher et retrouver une personne disparue au sens de l'article 1^{er}.
2. S'il estime que la demande présentée en vertu du paragraphe 1 n'est pas manifestement dépourvue de fondement, qu'elle ne constitue pas un abus de droit et qu'elle n'est pas incompatible avec les dispositions [du présent instrument], [l'organe de suivi] demande à tout État partie de lui fournir, dans un délai qu'il fixe, des renseignements sur la situation de cette personne.
3. Au vu de la réponse fournie par l'État partie intéressé conformément au paragraphe 2, [l'organe de suivi] présente à ce dernier une recommandation ou une mise en garde. Il peut aussi lui enjoindre de prendre des mesures adéquates et de lui en faire rapport, dans un délai qu'il fixe.
4. [L'organe de suivi] établit les conclusions de son enquête et les communique à l'auteur de la demande visée au paragraphe 1 et à tout État partie auquel des renseignements ont été demandés.
5. La procédure visée par le présent article est confidentielle. Toutefois, s'il estime qu'aucune mesure adéquate n'a été prise à la suite d'une demande présentée conformément au paragraphe 3, [l'organe de suivi] peut, après avoir mis en demeure les États parties concernées, rendre publiques ses conclusions, ainsi que les réponses et renseignements qui lui ont été fournis.

Article II-C

1. S'il estime qu'un déplacement sur le territoire d'un État partie sous la juridiction duquel se trouverait la personne disparue est indispensable pour répondre à la demande dont il est saisi conformément à l'article II-B, [l'organe de suivi] peut demander à un ou plusieurs de ses membres de réaliser une mission d'enquête et de l'informer sans retard. Le ou les membres [de l'organe de suivi] qui effectuent la mission peuvent se faire accompagner, si nécessaire, par des interprètes, des secrétaires et des experts. Aucun membre de la délégation, à l'exception des interprètes, ne peut être ressortissant de l'État partie dans lequel la visite est effectuée.
2. [L'organe de suivi] notifie par écrit à l'État partie concerné son intention d'organiser une mission d'enquête et indique la composition de la délégation. L'État partie fait connaître sans retard à [l'organe de suivi] son accord ou son opposition à la mission d'enquête sur un territoire sur lequel il exerce sa juridiction.
3. Si l'État partie a donné son accord à la mission d'enquête, il fournit [à l'organe de suivi] toutes facilités nécessaires à l'accomplissement de cette mission. [L'organe de suivi] peut notamment :

- a) effectuer les visites qu'il jugera nécessaires pour chercher et retrouver la personne dont la disparition forcée est alléguée ;
 - b) entrer en contact librement avec toute personne dont il pense qu'elle peut lui fournir des informations utiles sur le sort de la personne dont la disparition forcée est alléguée ;
 - c) se faire présenter la personne dont la disparition forcée est alléguée et s'entretenir avec elle sans témoin.
4. [L'organe de suivi] fait part des constatations faites pendant sa mission d'enquête :
- a) à l'auteur de la demande visée à l'article II-B paragraphe 1 ;
 - b) à l'Etat partie sur le territoire duquel la mission d'enquête a été effectuée.

5. La procédure visée par le présent article est confidentielle. Toutefois, avec l'accord des Etats parties concernés, [l'organe de suivi] peut rendre publiques ses constatations

Article II-D

Les membres [de l'organe de suivi] et ceux qui les accompagnent en mission sur le territoire des Etats parties ont droit aux facilités, privilèges et immunités reconnus aux experts en mission pour l'Organisation des Nations Unies, tels qu'ils sont énoncés dans les sections pertinentes de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

Article II-E

- 1. [L'organe de suivi] n'est compétent qu'à l'égard des privations de liberté ayant débuté postérieurement à l'entrée en vigueur [du présent instrument].
- 2. Si un Etat devient partie [au présent instrument] après l'entrée en vigueur de celui-ci, ses obligations vis-à-vis [de l'organe de suivi] ne concernent que les privations de liberté ayant débuté postérieurement à l'entrée en vigueur [du présent instrument] à son égard.

Article II-F

- 1. [L'organe de suivi] présente aux Etats parties et à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies un rapport annuel sur les activités qu'il aura réalisées en application [du présent instrument].
- 2. Afin d'assurer le suivi de ses observations et de ses recommandations, [l'organe de suivi] peut, à sa discrétion, décider de reproduire dans le rapport annuel qu'il établit conformément au paragraphe 1 tous commentaires, observations, recommandations et mises en garde formulés par lui en vertu de l'article II-A, accompagnés des observations reçues des Etats parties intéressés. Il peut aussi décider de reproduire les conclusions

rendues publiques conformément à l'article II-B, paragraphe 5, et les constatations rendues publiques conformément à l'article II-C, paragraphe 5.

Partie III

Article III-A

1. *[Le présent instrument]* est ouvert à la signature de [...].
2. *[Le présent instrument]* est soumis à la ratification de [...]. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
3. *[Le présent instrument]* est ouvert à l'adhésion de [...]. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article III-B

1. *[Le présent instrument]* entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt du *[N^o]* instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour tout État qui ratifiera *[le présent instrument]* ou y adhèrera après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, *[le présent instrument]* entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article III-C

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et à tous les États qui auront signé *[le présent instrument]* ou y auront adhéré :

- a) les signatures, les ratifications et les adhésions reçues en application de l'article III-A ;
- b) la date d'entrée en vigueur *[du présent instrument]* en application de l'article III-B.

Article III-D

Les dispositions *[du présent instrument]* s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des États fédéraux.

Article III-E

Aucune circonstance, qu'il s'agisse d'instabilité politique intérieure, d'une menace de guerre, d'une guerre ou de toute autre situation d'exception ou de suspension des garanties individuelles, ne peut être invoquée pour se soustraire aux obligations énoncées dans [le présent instrument].

Article III-F

Les dispositions [du présent instrument] sont sans effet sur les obligations qui incombent aux États parties en vertu des quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 et des Protocoles additionnels du 8 juin 1977 s'y rapportant, ou sur la possibilité qu'a tout État partie d'autoriser le Comité international de la Croix-Rouge à visiter des lieux de détention dans des cas non prévus par le droit international humanitaire.

Article III-G

1. Tout État partie [au présent instrument] peut proposer un amendement et déposer sa proposition auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général communique la proposition d'amendement aux États parties [au présent instrument] en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à l'organisation d'une conférence d'États parties en vue de l'examen de la proposition et de sa mise aux voix. Si, dans les quatre mois qui suivent la date d'une telle communication, le tiers au moins des États parties se prononcent en faveur de la tenue de ladite conférence, le Secrétaire général organise la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté à la majorité des deux tiers des États parties présents et votants à la conférence sera soumis par le Secrétaire général à l'acceptation de tous les États parties.

2. Un amendement adopté selon les dispositions du paragraphe 1 du présent article entrera en vigueur lorsque les deux tiers des États parties [au présent instrument] l'auront accepté conformément à la procédure prévue par leurs constitutions respectives.

3. Lorsque les amendements entrent en vigueur, ils auront force obligatoire pour les États parties qui les auront acceptés, les autres États parties demeurant liés par les dispositions [du présent instrument] et par tout amendement antérieur qu'ils aient accepté.

Article III-H

1. [Le présent instrument], dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fera tenir une copie certifiée conforme [du présent instrument] à tous les États./.